

La vérité proscrite par les décideurs politiques de la gauche et de l'islam



Ce billet présente le faux discours imposé au public par les dirigeants de l'Occident. Ce discours, en plus de brimer toute critique de l'Islam, la criminalise aussi, même si cette critique reflète la vérité. Les Occidentaux sont mal équipés pour bien gérer toute situation qui pourrait s'avérer une réelle menace – comme un séjour à la mer en Tunisie pendant le Ramadan, un mois Musulman qui est défini par le djihad – puisque leurs dirigeants taisent la vérité. Ce faux discours émane de décideurs politiques internationaux peu connus, tels l'OSCE et l'OCI, lesquels exercent un impact considérable sur nos vies en façonnant la politique internationale. En criminalisant toute critique de l'Islam, ces organismes criminalisent la vérité.

Nul besoin de s'inquiéter. Le triple attentat meurtrier survenu récemment en Tunisie, en France et au Koweït n'a rien à voir avec l'Islam. Aucun lien ne fut établi entre l'Islam et le terrorisme, et le mot "islamique" ne doit pas être attribué aux terroristes puisque leur idéologie meurtrière et barbare n'a rien à voir avec l'Islam. L'Islam est, après tout, une religion de paix qui est victime de détournement, de perversion et de distorsion par un petit pourcentage d'extrémistes sauvages.

Bienvenue au fallacieux discours imposé à la société civile par les dirigeants occidentaux, les médias de masse et les élites universitaires dans le but de manipuler la perception du public en matière d'Islam, et ce afin de le promouvoir positivement. Toute forme d'expression qui n'est pas à l'honneur de l'Islam est en violation de la loi islamique, laquelle interdit toute critique de l'Islam même si les propos exprimés reflètent la vérité. Les médias rapportent leurs nouvelles conformément à ce discours alors que les faits et la vérité sont écartés. Le massacre de Fort Hood au Texas en 2009 et la décapitation d'une employée de Vaughan Foods en Oklahoma en septembre dernier furent désignés à titre de violence en milieu de travail et non comme acte de terrorisme islamique. Ces décideurs politiques de la gauche et de l'Islam ont un grand impact sur les relations internationales ainsi que sur les politiques de sécurité; leur faux discours a réussi à s'introduire dans l'arène de la politique internationale et les valeurs les plus fondamentales de l'Occident, si chèrement acquises, sont maintenant en péril. Les faits et vérités qui pourraient ternir le nom de l'Islam sont jugés à titre de propos haineux et la censure les engloutit. L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) qui est composée de 57 états, constituant le plus important organisme intergouvernemental axé sur la sécurité à l'échelle planétaire, et qui prend ses racines dans le communisme, et l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), une entité Musulmane composée également de 57 états, qui est la plus significative et la plus influente mondialement et dont le but est de criminaliser toute critique de l'Islam, sont deux décideurs politiques qui influencent les dirigeants mondiaux et les médias.

La plupart des dirigeants d'Occident déblatèrent les mêmes platitudes au sujet des récents attentats terroristes du Ramadan survenus en Tunisie, en France et au Koweït, tout en évitant soigneusement de prononcer le mot "Islam". Le Premier ministre britannique, David Cameron, a expliqué aux médias que l'Islam est une religion de paix et les terroristes qui "font

ces choses... agissent au nom d'une idéologie tordue et perverse." Lors d'une séance de questions et en réponse à Andrew Marr de la BBC qui lui demandait s'il est juste d'affirmer que les attaques du Ramadan n'ont rien à voir avec l'Islam, Theresa May – Secrétaire à l'Intérieur du Royaume-Uni, a confirmé "que cela n'a rien à voir avec l'Islam", que "l'Islam est une religion pacifique" et que les attaques terroristes sont "une perversion de l'Islam".

Au lieu d'émettre des avertissements à l'attention des voyageurs, d'éviter les séjours en pays islamiques, notamment au cours de la période du Ramadan – le mois "sacré" de festivités islamiques – un lourd mois de rudes et sanglants combats depuis le début de l'Islam, débordant de raids armés sur les caravanes de commerce mecquoises et de batailles sanguinolentes menées par Mahomet et ses disciples (y compris la guerre du Kippour, le 10 Ramadan 1973), et un mois défini par le message d'ISIS à l'effet que lors du Ramadan, le djihad est 10 fois plus obligatoire et les récompenses allouées par Allah seront décuplées pour ceux qui mourront en djihadistes durant cette période que pendant le reste de l'année –, les dirigeants de l'Occident tels que Cameron continuent à nourrir le faux discours que l'Islam est une religion de paix qui n'est pas liée au terrorisme.

Cette idéologie tordue et perverse à laquelle Cameron et May font référence se retrouve un peu partout dans les pages du Coran en plus d'être partie intégrante de la doctrine islamique ; elle inspire les djihadistes et Musulmans dévots à "faire ces choses", y compris l'esclavagisme sexuel de filles mineures par des gangs de Musulmans ici et là en Europe et en particulier en Grande Bretagne, alors que ces jeunes filles sont les victimes de viol, de mise en prostitution, de torture et sévices, et ce allant parfois jusqu'à leur mise à mort. On retrouve dans le Coran plus de 100 versets qui incitent à la violence contre les non-Musulmans, lesquels, jusqu'à ce jour, sont victimes de ces versets.

Au cœur de l'Islam, on constate une antipathie inhérente envers les non-Musulmans assortie d'un devoir profondément

ancré et de commandements d'Allah qui soulignent leur obligation au djihad ; le but ultime de ce djihad est l'extermination ou la subjugation à la loi islamique, au nom d'Allah, de tous les non-Musulmans du monde entier. Les prières de rue massives sont une forme de domination puisqu'elles servent à intimider et à islamiser les sociétés civiles de l'Occident, tout en leur faisant sous-entendre qui détient réellement le contrôle. Une autre stratégie de subjugation des non-Musulmans dans leur propre pays, par exemple la Grande Bretagne, est la consommation de denrées Halal – notamment par l'abattage islamique inhumain et barbare – alors que la population musulmane en Grande Bretagne ne représente que 5% de la population britannique, et ce en dépit du fait que le Coran exempte spécifiquement ses fidèles de l'obligation du halal lorsque celui-ci n'est pas disponible. Il est à noter que l'industrie du Halal génère plusieurs milliards de dollars et est sous l'emprise d'organismes liés aux Frères Musulmans lesquels financent le djihad à l'échelle globale.

Les gens deviennent de plus en plus des cibles faciles pour les terroristes islamiques en Occident et même à l'étranger en raison des pressions exercées par les puissants et relativement peu connus décideurs politiques de ce monde, tels l'OSCE et l'OCI, qui influencent les dirigeants mondiaux à céder aux intérêts islamiques. Les dirigeants occidentaux ne nous dressent pas un juste portrait de la réalité et ils taisent ce qui se passe réellement car la vérité pourrait mal refléter l'Islam ; ils craignent l'appellation islamophobe et ne veulent pas provoquer d'autres attentats terroristes. En omettant de communiquer la vérité, ces dirigeants refusent à leurs citoyens la possibilité de prendre les mesures appropriées qui pourraient leur sauver la vie face à une problématique qui pourrait être considérée comme une menace – tel un séjour à la plage dans un pays islamique pendant le Ramadan.

Les touristes européens décédés en Tunisie pourraient être en vie aujourd'hui, s'il y avait eu libre circulation de

l'information précise et non faussée que le terrorisme, le meurtre et la violence perpétrés au nom de l'Islam sont encouragés pendant le mois du Ramadan. En outre, les gens pourraient abandonner en tout temps les séjours en pays islamiques s'ils étaient informés de la barbarie qui y règne et de l'application de lois basées sur la Charia tels les châtiments corporels les plus non-libérales, draconiennes et barbares que l'on puisse imaginer (dont la flagellation, l'amputation et la lapidation).

Le discours anti-blasphème promu par le très influent mais peu connu OCI, qui se prononce au nom de plus de 1,5 milliard de Musulmans de par le monde, non seulement réduit au silence toute expression jugée offensante et insultante à l'égard de l'Islam mais aussi punit ceux qui portent l'offense tout comme Mahomet avait agi envers ses dissidents et insulteurs. Ils étaient soit condamnés à l'enfer, soit tués. Puisque les Musulmans voient en Mahomet le modèle parfait pour l'humanité et leur homme idéal à suivre, plusieurs pays islamiques tels le Pakistan, l'Arabie Saoudite et l'Iran punissent également le blasphème par la peine de mort en s'appuyant sur leurs lois régissant le blasphème.

L'OCI tente de faire appliquer légalement cette législation anti-blasphème dans tous les pays afin de restreindre la liberté d'expression en matière d'Islam – non pas tant par respect du fait religieux mais plutôt dans le but d'asservir globalement les non-Musulmans à l'Islam. Depuis 2005, l'OCI réclame sans relâche une résolution des Nations Unies sur le blasphème (résolution 16/18 adoptée en 2011) pour faire taire la dite islamophobie – un terme conçu avec intentions et commercialisé au cours de la décennie 1990 par l'Institut international de la pensée islamique – un organisme de façade des Frères Musulmans qui compte parmi les milliers d'autres à leurs effectifs œuvrant dans le monde entier – afin d'encadrer le débat public et influencer sur les politiques publiques. Cependant, la priorité absolue de l'OCI est de criminaliser à l'international toute critique de l'Islam et ce groupe travaille de concert avec les Frères Musulmans à cette fin.

Dix ans plus tard, en 2015, le fait d'énoncer des vérités au sujet de l'Islam constitue maintenant un délit criminel dans certains pays européens.

L'OSCE, un organisme peu connu mais très influent, dont les racines sont plongées dans l'anti-communiste, a pour mission la protection et la promotion des libertés civiles. En faisant défaut à sa mission, cet organisme trahit son mandat en cédant au faux discours de l'OCI, lequel émane des Frères Musulmans, dont l'objectif déclaré dans un mémorandum de 1991 est d'éliminer et de détruire la civilisation occidentale de l'intérieur. Pour accomplir leur objectif de domination mondiale, les Frères Musulmans proscrivent l'utilisation de la violence à ce stade, et ils procèdent plutôt par une infiltration lente des systèmes démocratiques des gouvernements occidentaux tels que l'armée, l'appareil judiciaire et les institutions académiques.

Jusqu'à présent, il y a eu très peu d'opposition contre cette infiltration par les gouvernements occidentaux ; la collaboration est de mise pour les dirigeants mondiaux, les hauts fonctionnaires et les décideurs politiques à tendance gauchiste. De fait, la coopération entre les dirigeants d'Occident et les décideurs politiques de l'OSCE et l'OCI est si significative que même le gouvernement américain a coparrainé la résolution 16/18 avec le Pakistan, contribuant ainsi à son adoption en 2011, et ce, en dépit du fait que ce soit une atteinte directe au Premier Amendement de la Constitution des États-Unis.

Lors d'une session de l'OSCE en mai à Vienne (concernant le rôle des médias dans la prévention de la radicalisation violente qui conduit au terrorisme), la représentante de l'OSCE Leila Ghandi – journaliste, productrice et animatrice de télévision sur la chaîne marocaine la plus populaire (2MTV) qui est à plus de 60% propriété de l'État – a soutenu que des propos véridiques et la divulgation de faits concernant "une communauté" peuvent parfois constituer un discours haineux lorsque ces faits sont offensants et donc ne devraient pas être dits. Les paroles de la journaliste font écho à celles du

nouveau Secrétaire général de l'OCI, Iyad Amin Madani, qui a tweeté en début d'année suite à l'attaque terroriste de Charlie Hebdo à Paris que "la liberté d'expression ne doit pas devenir un discours de haine et ne doit pas offenser les autres". Autrement dit, la vérité à l'égard de l'Islam est désignée comme un discours de haine.

En outre, le journaliste OSCE Victor Khroul, correspondant de Rossiya Segodnya – une agence de presse internationale entièrement dirigée par le gouvernement Russe – s'est demandé pourquoi les médias traditionnels à travers le monde utilisent souvent l'appellation État Islamique pour désigner "l'état auto-établi et autoproclamé au Moyen-Orient". Ses paroles font écho à celles de Madani qui a proclamé l'an passé que l'État Islamique n'a aucun lien avec l'Islam. Khroul a déclaré que c'est une erreur de désigner ces individus de Musulmans et leur état d'Islamique. "Cette corrélation avec l'Islam confond le public." Il soutient qu'il est encore possible "de trouver d'autres mots pour décrire ce que l'on appelle l'État et son activité", tout en écartant le fait que c'est ISIS lui-même qui a adopté l'appellation "Etat islamique" pour désigner son propre état, en plus de justifier clairement qu'ils puisent leur inspiration dans l'Islam et leurs actions sont motivées par Allah. Le nom Etat Islamique ne doit pas faire l'objet d'amendement puisqu'il reflète fidèlement la réalité et il définit précisément l'organisation dont il est question ; de ces faits, cette appellation est justifiée et serait très bien accueillie par Confucius et sa doctrine sur l'amendement des appellations.

Le Major Stephen Coughlin, avocat, ancien officier de renseignement dans l'armée américaine et ancien conseiller et expert principal en matière de droit islamique et de djihad au Pentagone (jusqu'à son licenciement en 2008 pour avoir lié l'Islam au terrorisme dans ses conférences intitulées Red Pill Briefings), souligne l'urgence de définir l'ennemi tel qu'il se définit lui-même: «Vous ne pouvez pas cibler ce que vous ne définissez pas ... si je ne peux pas utiliser les concepts du djihad sur lesquels Al-Qaïda avoue s'appuyer, je ne pourrais

donc pas comprendre ce qu'ils vont faire.»

Auteur de *Catastrophic Failure: Blindfolding America in the Face of Jihad*, Coughlin a assisté à la session de l'OSCE en mai et a répondu à leur jargon de l'OSCE comme suit:

“Une fois que vous décidez que les faits sur le terrain, comme ils se présentent, peuvent être considérés comme des propos haineux, vous n'adressez plus la vérité... Vous subordonnez les faits auxquels le public a droit lorsqu'il prend ses décisions et vous remplacez ces faits par des discours obtus pour empêcher les gens d'en venir à la compréhension des événements (avec des faits) qui peuvent être énoncés et vérifiés. Ça ne doit jamais être considéré comme un discours de haine. Il ne s'agit plus de liberté de parole mais plutôt de la désinformation éhontée.”

Plutôt que de disséminer l'information vitale qui peut sauver des vies, les dirigeants occidentaux trahissent leurs citoyens de par leur adhésion au faux discours de l'OSCE et l'OCI, dont le but est de criminaliser toute critique de l'Islam et de délégitimer la vérité. Lorsque les dirigeants assurent à leurs citoyens que l'Islam est une religion de paix, ces dirigeants les amputent de leur droit d'exercer un jugement sain, paralysant ainsi leur capacité à prendre des décisions réfléchies face à des dangers potentiels – comme des vacances dans un pays islamique durant le mois du Ramadan.

Alors que les institutions mondiales et les politiques en matière de sécurité nationale sont façonnées, et compromises, par de très influents et peu connus organismes internationaux tels l'OSCE et l'OCI, il est essentiel que les citoyens soient informés et sachent qui sont ces décideurs politiques ; ils doivent s'impliquer davantage dans les affaires publiques et dans le processus politique afin d'arrêter ce projet d'islamisation de l'Occident... avant qu'il ne soit trop tard pour le renverser.

Sonia Bailley

http://www.americanthinker.com/articles/2015/07/leftist_and_is_lamic_policymakers_outlaw_the_truth.html

<http://gatesofvienna.net/2015/07/outlawing-the-truth-about-the>

[-coming-islamic-storm/](#)